

<https://www.elcorreo.eu.org/L-Argentine-en-faillite-et-sur-la-voie-du-defaut-de-paiement>

L'Argentine en faillite et sur la voie du « défaut de paiement ».

- Argentine - Économie -

Date de mise en ligne : jeudi 11 septembre 2025

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Diana Mondino, ministre des affaires étrangères du gouvernement de Javier Milei, a donné son avis sur le Président sur la chaîne Al-Jazeera à propos de l'affaire du \$Libra : « Il y a deux possibilités : soit il n'est pas très intelligent, soit c'est une sorte de personne corrompue. Faites votre choix. Je ne sais pas ».

[Darío Epstein](#) et [Diana Mondino](#) étaient administrateurs de [Pampa Energía S.A.](#) pour le compte de [JPMorgan Chase & Co.](#) (dont les principaux actionnaires sont [BlackRock](#) et [Vanguard Group](#), les deux plus grands fonds de Manhattan). Ils ont démissionné à la fin de l'année 2023. Le premier parce qu'avec les économistes du CEMA, Roque Fernández et Carlos Rodríguez, ils formaient le trépied des conseillers de Javier Milei durant sa campagne. Ils ont été évincés par l'accord passé avec le monde de la finance de Manhattan qui a nommé l'équipe économique actuelle [1]. Et la seconde, pour devenir ministre des Affaires étrangères.

Les groupes locaux dirigés par [Héctor Magnetto](#) de *Clarín*, [Paolo Rocca](#) de *Techint* et [Eduardo Eurnekián](#) de *Compañía General de Combustibles* ont engagé les grands cabinets d'avocats, d'experts-comptables et de fiscalistes - [Lisicki & Litvin](#), [Bruchou & Funes de Rioja](#), [Marval O'Farell & Mairal](#), [KPMG](#), [Price Waterhouse Coopers](#), [Deloitte Argentina](#) - pour rédiger ce qui allait devenir le DNU 70/23 et la loi 27.742 de Bases. Cette loi a été approuvée par 134 députés et 36 sénateurs, et a obtenu le vote favorable de la vice-présidente [Victoria Villarruel](#). Les cabinets d'avocats cités sont ceux qui certifient et contrôlent les bilans des grandes entreprises du pays et qui règlent leurs impôts.

Le sénateur [Edgardo Kueider](#), en apposant sa signature, a permis l'adoption et l'examen du projet de loi par la chambre haute, puis a voté en faveur du texte. Le président de son bloc, [José Mayans](#), a déclaré :

« La loi des Bases a été corrompue, les votes ont été achetés, Kueider a vendu son vote au gouvernement et c'est pourquoi je demande son expulsion (...). Nous voulons le siège qui nous a été volé pour de l'argent »

Le Congrès ne peut pas accorder à l'Exécutif national des pouvoirs extraordinaires, ni la somme des pouvoirs publics, ni leur accorder des soumissions ou des suprématies par lesquelles la vie, l'honneur ou la fortune des Argentins sont à la merci des gouvernements ou de n'importe quelle personne. Les actes de cette nature entraînent une nullité irrévocable.

Dans ce cadre d'immoralité manifeste et vérifiable, un gouvernement qui enlève ???? des programmes entiers d'assistance au sein de l'Agence nationale pour le handicap demande à son directeur, Diego Spagnuolo, de démissionner parce que des enregistrements de son téléphone portable sont devenus viraux, dans lesquels il accuse [Karina Milei](#) et [Eduardo 'Lule' Menem](#) de percevoir 8 % du prix payé aux laboratoires pharmaceutiques. En outre, les enregistrements révèlent que l'entreprise pharmaceutique *Suizo Argentina S.A.* appartient à la [famille Kovalivker](#), qui a elle-même contribué à la campagne de [Cambiamos](#), et que [Mauricio Macri](#) lui-même a présenté la famille Milei pour la financer.

Ce gouvernement ne remplit pas ses fonctions non déléguables, comme on l'a vu dans le cas de l'ANMAT (Administration nationale des médicaments, de l'alimentation et de la technologie médicale), et permet que plus de 100 personnes meurent et que d'autres soient affectées par le fentanyl contaminé. Pendant ce temps, le ministre de la santé, Mario Lugones, pleure son incapacité et sa négligence sur les chaînes et les radios.

On le voit aussi chez une ministre du Capital Humain, [Sandra Pettovello](#), qui empêche la livraison des aides alimentaires ou le fait de manière partielle et ciblée. Il en va de même pour toutes les formes d'aide à la société. Elle n'est même pas obligée de se rendre au tribunal ou au Congrès pour expliquer ses actions.

Les retraités et ceux qui touchent des pensions sont réprimés dans leurs revendications pacifiques et fondées. Ainsi que ceux qui les soutiennent, comme le photographe Pablo Grillo, touché à la tête par une grenade lacrymogène lors de la marche du mercredi 16 avril 2025. Il est de nouveau en soins intensifs car il n'est pas encore hors de danger.

Les députés de la Nation (dans de nombreux cas sur ordre du gouverneur de la province) ont refusé une augmentation misérable aux retraités et pensionnés [2].

Dans ce cadre, le capital financier multiplie ses revenus et nous prépare à une dévaluation de notre monnaie après les élections des parlementaires nationaux du 26 octobre 2025.

Revenu financier

Il est clair que le plus grand bénéficiaire de la mauvaise gestion de Milei est le capital financier de Manhattan, qui a apporté des dollars après la dévaluation de plus de 100% du 12 décembre 2023. Ils ont acheté des titres publics en pesos (d'abord pour financer le déficit fiscal de 2023 en le convertissant en dette publique, puis pour financer la « bombe » des *Leliq* [3] et les intérêts de la dette), ajustés pour la plupart par l'IPC INDEC, et ont délibérément ralenti le cours du dollar par le différentiel d'une inflation annuelle de 117,8% (mesurée par l'IPC INDEC) et d'une dévaluation de moins de 30% ; ils ont gagné en 2024 plus de 80% en dollars ([Carry trade](#)).

L'année 2025 ne présentait pas la même opportunité, mais ils l'ont fait quand même. Lorsque la demande de dollars a augmenté, ils ont forcé la BCRA à vendre des réserves internationales pour 6 3000 millions de dollars (les réserves brutes sont passées de 31 008 millions de dollars le 30/12/2024 à 24,704 milliards de dollars le 11/04/2024). Les prix des différentes obligations d'État ont chuté (d'importants secteurs nationaux et étrangers ont vendu des obligations d'État, mais la finance de Manhattan a maintenu sa position et a même acheté une partie de celles qui ont été vendues). Le vendredi 11 avril 2025, ils ont annoncé l'accord avec le FMI (mais pas avant d'avoir vendu ce jour-là 398 millions de dollars à bas prix à des banques amies). Le 14 avril, ils ont signé l'extension de l'accord avec le FMI pour 20 000 millions de dollars, dont 14 000 millions ont été versés entre avril et août.

Le chemin est celui de l'endettement et de la fuite : nous sommes endettés auprès du FMI de sorte que ces fonds remplacent les bons du Trésor non transférables dans la BCRA, et les dollars qui entrent dans la BCRA sont achetés aux prix officiels par les grandes banques du système financier argentin pour elles-mêmes et/ou pour leurs clients.

Dette brute - Administration Nationale - Juillet 2025

INSTRUMENTO	dic-23	jul-25	INCREMENTO
Moneda nacional	85.520	141.932	56.412
Moneda extranjera	177.891	148.912	-28.979
Créditos recibidos	82.240	99.580	17.340
Otros (1)	25.023	56.778	31.755
TOTAL DEUDA BRUTA	370.674	447.202	76.528

Note : en millions de dollars. **Autres** : principalement des bons du Trésor à court terme. La dette effective envers le FMI est de 54 546 millions de dollars au 31/07/25. Le lundi 4 août 2025, l'extension du FMI de 2,0 milliards de dollars a été reçue. **Source** : Secretaria de Finanza de la Nación : Secretaria de Finanza de la Nación

Selon le *Secrétariat des Finances de la Nation*, le total des échéances de la dette en devises pour l'année 2025 s'élève à 21 404 millions de dollars. Sur ce total, 13 196 millions de dollars ont été payés et/ou refinancés et il reste 8

208 millions de dollars pour les quatre derniers mois de l'année. Et la dette en monnaie nationale pour les quatre derniers mois s'élève à 60,5 billions de pesos mais équivalent à 44 800 milliards de dollars), dont 23,5 billions de pesos arrivent à échéance en septembre et 18,36 billions de pesos en octobre 2025 (total 41,86 billions de pesos, équivalent à 31 000 millions de dollars).

Il est vrai que la BCRA laisse entendre qu'elle détient des titres en pesos arrivant à échéance en septembre et octobre 2025 pour 40% des échéances. Cependant, si cela était vrai, ce ne sont pas moins de 25 billions de pesos (équivalent à 18 600 millions de dollars) qu'elle ne possède pas.

C'est dans ce cadre que, comme ils l'ont démontré lors de l'appel d'offres du mercredi 27 août 2025 (et ils ont augmenté le taux d'intérêt depuis les appels d'offres de juillet 2025), ils auraient dû payer :

LECAPS

- Au 30 septembre (S30S5), 1,599 billion de pesos ont été placés, à 4,81% (TEM) / 75,66% EIRR.
- Au 16 janvier 2026 (S16E6), 0,904 billion de pesos ont été placés, à 3,53% TEM / 51,58% EIRR.
- Au 27 février 2026 (S27F6), 0,546 billion de pesos ont été placés à 3,95% TEM / 59,18% EIRR.

Obligations TAMAR

- Au 16 janvier (M16E6), 3,338 billions de pesos ont été placés à TAMAR +1,64% TNA.
- Au 27 février (M27F6), 1 280 billions de pesos étaient placés au TAMAR +1,50 % NER.

Le taux TAMAR (taux de gros) est celui des dépôts à 30 jours d'un billion de pesos (il est en pesos, équivalent à 750 000 dollars) et le TIREA (taux de rendement effectif) le mercredi 27 août était de 86,78%, et ces obligations peuvent être utilisées pour constituer des réserves obligatoires pour les banques.

Selon l'INDEC, l'IPC (indice des prix à la consommation) accumulé au cours de l'année jusqu'en juillet 2025 était de 17,3 %. Il est évident que les taux sont extrêmement positifs et qu'ils le font pour que l'excédent de liquidités qu'ils ont eux-mêmes généré en démantelant le LEFI (Letras Fiscales de Liquidez) ne soit pas converti en devises étrangères.

Mais pour payer ces taux d'intérêt, ils doivent émettre plus d'argent ; cependant, l'achat de dollars et leur fuite sont persistants, comme le montre le compte courant commercial publié en juillet 2025, qui est déficitaire de près de 2 % du PIB, avec une forte formation d'actifs étrangers.

La formation d'actifs extérieurs du secteur privé non financier a laissé un solde négatif de 5.432 millions de dollars en juillet. En sept mois, 14.199 millions de dollars ont été retirés, un chiffre qui dépasse le crédit de 12.000 millions de dollars tiré par le FMI à cette date.

La BCRA, après avoir reçu 2 000 millions du FMI en août, a de nouveau perdu des réserves, et les réserves nettes restent négatives. La politique d'accumulation de réserves et de contrôle du dollar n'est soutenue que par des taux exorbitants, et non par de véritables améliorations du solde extérieur et/ou des entrées de capitaux pour des investissements directs réels.

L'équipe économique utilise tous les moyens à sa disposition : augmentation des réserves obligatoires à 53,5 % des dépôts à vue et d'épargne fin août 2025, contrats à perte sur le dollar futur, voire vente de titres et d'actions en dollars au Fonds de garantie de la soutenabilité de l'Anses, etc. mais l'achat de devises continue.

En résumé

L'équipe dirigée et coordonnée par [Luis Caputo](#) ne s'est jamais préoccupée de renforcer les réserves internationales de la BCRA, mais de générer de grosses affaires pour le capital financier, même en cette fin d'année où les échéances dépassent largement la capacité de paiement. Au cours des quatre derniers mois de l'année, arrivent à échéance des titres de dette en dollars pour un montant de 8 208 millions de dollars et en pesos pour un montant de pas moins de 60,5 billions(en pesos, mais équivalant à 44 800 millions de dollars) , avec la circonstance atténuante que la BCRA détiendrait 40 % de ces titres. Ce montant ne peut être payé ni en dollars ni en pesos.

Il est vrai que l'extension du FMI porte sur 20.000 millions de dollars et 14.000 millions de pesos. Et il est vrai aussi que le secrétaire américain au Trésor, [Scott Bessent](#), a déclaré le 23 avril :

J'étais en Argentine au début du mois pour montrer que les États-Unis soutiennent les efforts du FMI pour aider le pays à se redresser financièrement. L'Argentine mérite le soutien du FMI parce que le pays fait de réels progrès pour atteindre ses objectifs financiers (...). La Maison Blanche pourrait fournir au gouvernement argentin [une ligne de crédit directe en cas de choc international](#), comme une bouée de sauvetage

Il n'est pas moins certain que, si cela se produisait, elle permettrait au mauvais gouvernement de Milei d'atteindre les élections nationales du 26 octobre sans être en défaut, mais l'obligerait ensuite à dévaluer notre monnaie (rendant la dette en dollars et la dette ajustée par l'IPC INDEC également chères), faisant du défaut une réalité concrète, que le capital financier de Manhattan cherche à privilégier pour exiger en échange de la détention de titres de la dette argentine, nos entreprises publiques (celles qui relèvent de la loi 27. 742, plus le Banco de la Nation Argentine et YPF, qui figurait dans le projet initial) et nos ressources naturelles (pétrole, gaz, lithium, minéraux rares, cuivre, uranium, or, argent, eau lourde, eau potable, etc.).

Horacio Rovelli* pour [El cohete a la luna](#).

[El cohete a la luna](#). Buenos Aires, le 31 août 2025.

Traduit de l'espagnol pour et depuis [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 11 septembre 2025.

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de www.elcorreo.eu.org

[1] Il est évident que la nomination de Darío Epstein était un message à l'establishment local, mais la finance de Manhattan dirigée par [Larry Fink](#) (PDG de BlackRock) avait déjà les bases de sa politique de pillage financier et l'équipe formée par [Luis Caputo](#), [Santiago Bausili](#), [Vladimir](#)

L'Argentine en faillite et sur la voie du « défaut de paiement ».

[Werning](#), [José Luis Daza](#) et [Pablo Quirno](#). Rappelons qu'en octobre 2016, Larry Fink a été reçu par le président de l'époque, [Mauricio Macri](#), à la Casa Rosada, accompagné du secrétaire aux Finances, Luis Caputo

[2] Il s'agit d'une augmentation de 7,2% en général pour le reste de l'année et de l'actualisation de la valeur de la prime de 70.000 à 110.000 pesos, mobile par l'IPC de l'INDEC ; le coût total serait de 0,79% du PIB annuel, alors que l'élimination de l'impôt PAIS prive le trésor d'un revenu annuel de 1,75% du PIB

[3] Les bons du trésor (LELIQ) sont des instruments en pesos émis par la BCRA sur une base quotidienne par le biais d'enchères.